

UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE

Le demandeur :

Prénom :

Nom :

Corps :

Fonction :

Les faits :

Vous êtes : Victime Mis en cause

Faits : Violences Harcèlement moral Harcèlement sexuel Menaces

Injures

Diffamation

Outrages

Autre :

Joindre au présent formulaire un résumé des faits daté, précis et accompagné d'éléments de preuve.

Protections demandées :

Indiquer ici les mesures sollicitées (par exemple : paiement des frais et honoraires d'un avocat, changement de numéro de téléphone ou d'adresse électronique professionnelle, mise en relation avec le médecin et/ou le psychologue de l'université...).

Vous êtes/avez :

Été auditionné ou convoqué par les services de police ou de gendarmerie.

Joindre le procès-verbal d'audition ou convocation par officier de police judiciaire.

Déposé plainte ou une main courante.

Joindre le procès-verbal d'audition et récépissé de dépôt de plainte.

Fait l'objet d'une audition devant la juridiction en qualité de partie civile/témoin.

Joindre la convocation/citation à comparaître devant la juridiction.

Fait l'objet d'une audition devant la juridiction en qualité de mis en cause/témoin assisté.

Joindre la convocation/citation à comparaître devant la juridiction.

Un juge est déjà saisi de votre affaire : **Oui** **Non**

Si oui, joindre tout avis reçu de la juridiction (citation à comparaître, avis de mise en délibéré, avis de poursuite du procureur de la République, ect.)

Votre affaire a déjà été jugée : **Oui** **Non**

Si oui, joindre le jugement de la juridiction saisie de l'affaire ou un titre exécutoire.

Je certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur cette demande de protection fonctionnelle sont complets et exacts. Je prends connaissance que la loi punit de deux ans d'emprisonnement et d'une peine d'amende de 30 000 euros, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, une paiement indu en application de l'article 441-6 du code pénal.

Fait à :

Le :

Signature :

A adresser par courriel à l'adresse : saj@univ-orleans.fr

Et par courrier à l'adresse :

**Université d'Orléans,
Service des affaires juridiques,
Château de la Source
Avenue du Parc Floral
BP 6749
45067 Orléans Cedex 2 - France**